

---

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

---

**Accord-cadre relatif à des prestations de Missions d'ingénierie bâtiminaire et d'exploitation-  
maintenance pour les sites de l'ASNR**

<b>Mode de passation du marché public</b>	Appel d'offres ouvert
<b>Homogénéité des besoins</b>	Fournitures et/ou services homogènes en raison de leur caractéristique propres
<b>Code CPV</b>	71300000-4 Services d'ingénierie 71356200-0 Services d'assistance technique 71221000-3 Services d'architecte pour les bâtiments
<b>Nomenclature ASNR</b>	ASNR-2025-071

---

**ACHETEUR**

---

**ASNR** (Siège social)  
15 rue Louis Lejeune  
92120 MONTROUGE  
Tél. : 01 58 35 88 88

## Interlocuteurs

---

### Interlocuteurs ASNR

---

*Affaire suivie **administrativement** par :*

Guillaume BARRAL  
ASNR/DAF/SAC/CCA (Cellule de Coordination des Achats)  
Téléphone : 01.58.35.91.56  
Courriel : guillaume.barral@asnr.fr

*Affaire suivie **techniquement** par :*

Michael LEBON-TIEFENBACH  
ASNR/DSSP  
Téléphone : 01.58.35.95.73  
Courriel : michael.lebontiefenbach@asnr.fr

Et

Michael BRASSART  
ASNR/DSSP  
Téléphone : 01.58.35.87.58  
Courriel : michael.brassart@asnr.fr

## TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - Préambule .....	3
ARTICLE 2 - Définition des termes du présent document .....	4
ARTICLE 3 - Caractéristiques principales du marché public .....	5
ARTICLE 4 - Pièces constitutives du marché .....	6
ARTICLE 5 - Durée .....	7
ARTICLE 6 - Règlementation des prix.....	8
ARTICLE 7 - Modalités de règlement .....	10
ARTICLE 8 - Organisation de l'achat .....	13
ARTICLE 9 - Conditions d'exécution du marché .....	14
ARTICLE 10 - Assurance de la qualité .....	23
ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE.....	24
ARTICLE 12 - Clauses relatives au développement durable .....	25
ARTICLE 13 - Protection des données à caractère personnel.....	26
ARTICLE 14 - Pièces et attestations à fournir .....	27
ARTICLE 15 - Propriété intellectuelle.....	28
ARTICLE 16 - Modifications du marché public.....	29
ARTICLE 17 - Assurances.....	30
ARTICLE 18 - Nantissement .....	31
ARTICLE 19 - Retenue de garantie .....	32
ARTICLE 20 - Pénalités .....	33
ARTICLE 21 - Prime d'avance .....	34
ARTICLE 22 - Résiliations.....	35
ARTICLE 23 - Règlement des différends .....	36
ARTICLE 24 - Liste récapitulative des dérogations au CCAG-FCS.....	37
Annexe n°1 : Description du traitement des données à caractère personnel .....	38
Annexe n°2 : Accès, coordonnées et modalités de livraison sur les différents sites de l'ASNR .....	41

## ARTICLE 1 - PREAMBULE

Le présent accord-cadre relève du chapitre 1er « Marchés » (article L1111-1 à L1111-5) du Code de la commande publique.

## ARTICLE 2 - DEFINITION DES TERMES DU PRESENT DOCUMENT

Au sens du présent document :

L'« **acheteur** » est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec le titulaire. Il est ci-après dénommé Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection ou ASNR

Le « **titulaire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

La « **notification** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ;

Les « **prestations** » désignent les fournitures courantes ou les services objet du marché.

L'« **ordre de service** », au sens du **CCAG** : est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché. Le bon de commande est ainsi un ordre de service mais un ordre de service n'est pas forcément un bon de commande (ex : ordre de service de démarrage).

**Ordre de service valant bon de commande** : les contraintes techniques liées à notre système informatique et à aux dénominations intitulent des bons de commande « ordre de service » mais correspondent bien à des bons de commande.

L'« **admission** » est la décision, prise après vérifications, par laquelle l'acheteur reconnaît la conformité, sans réserves, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Les « **réserves** » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par l'acheteur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

L'« **ajournement** » est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire (réserves).

La « **réfaction** » est la décision prise par l'acheteur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Le « **rejet** » est la décision prise par l'acheteur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

Le « **cahier des charges** » est le document contenant l'ensemble des prescriptions techniques s'imposant au Titulaire du marché. Il peut également être dénommé « CCTP ».

Nota bene : Le terme marché s'entend comme « accord-cadre » ou « marché » au sein du présent CCAP.

## ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE PUBLIC

### 3.1 - OBJET DU MARCHE

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de missions d'ingénierie bâtiminaire et d'exploitation-maintenance afin de traiter les besoins récurrents des unités clientes de l'ASNR.

Ces prestations de missions d'ingénierie sont décrites dans le cahier des charges joint au dossier de consultation et couvrent l'ensemble du cycle de vie des projets immobiliers-stratégie immobilière, construction neuve, réhabilitation, rénovation, aménagement ainsi que l'exploitation-maintenance.

### 3.2 - TYPE DE MARCHE

Le présent marché constitue **un accord-cadre à marchés subséquents multiattributaire passé en application des articles L. 2125-1-1°, R. 2162-73 du Code de la commande publique.**

### 3.3 - DEFINITION DES PRESTATIONS DU MARCHE

Les prestations prévues au sein du présent accord-cadre sont des prestations de missions d'ingénierie couvrant l'ensemble du cycle de vie des projets immobiliers -stratégie immobilière, construction neuve, réhabilitation, rénovation, aménagement ainsi que l'exploitation-maintenance.

Elles portent essentiellement sur :

- **Des opérations dites courantes** dont le montant des travaux estimé est inférieur ou égal à 1 500 000 € HT et/ou présentant une complexité technique maîtrisée, c'est-à-dire des projets aux enjeux limités, pour lesquels les solutions techniques et réglementaires sont bien connues et éprouvées. Pour ce type d'opération, les prestations attendues seront de type assistance à maîtrise d'ouvrage et/ou ingénierie de type maîtrise d'œuvre.
- **Des opérations dites importantes** dont le montant des travaux estimé est supérieur à 1 500 000 € HT et/ou présentant une complexité technique particulière, c'est-à-dire des projets impliquant des contraintes spécifiques telles que des exigences réglementaires renforcées, des interfaces techniques multiples ou des solutions innovantes. Pour ces opérations, pouvant faire l'objet de la désignation d'une maîtrise d'œuvre externe, les prestations attendues seront de type assistance à maîtrise d'ouvrage.
- **Des prestations d'ingénierie liées l'exploitation et à la maintenance des sites.**

Le détail technique des prestations attendues est précisé au sein du cahier des charges.

### 3.4 - DECOMPOSITION EN TRANCHES

L'accord-cadre n'est pas décomposé en tranches.

## ARTICLE 4 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces de l'accord-cadre sont les documents énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent par ordre de priorité décroissante suivant :

- **1. Acte d'engagement (AE) et ses annexes :**
  - Annexe n°1 : Annexe financière (BPU)
  - Annexe n°2 : Acte de mise au point du marché, le cas échéant
  - Annexe n°3 : Acte de sous-traitance, le cas échéant (AST),
- **2. Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :**
  - Annexe n°1 : Description du traitement de données à caractère personnel
  - Annexe n°2 : Accès et coordonnées des différents sites de l'ASNR
  - Annexe n°3 : Lettre de consultation type pour les futurs marchés subséquent
  - Annexe n°4 : Cadre de prix type à compléter lors des futurs marchés subséquents
  - Annexe n°5 : Cadre type de mémoire technique à compléter lors des futurs marchés subséquents
  - Annexe n°6 : Projet de marché subséquent
- **3. Le Cahier des charges référencé ASNR/DSSP/DDIS/2025-00022 et son annexe :**
  - Annexe n°1 : Vue synthétique du parc immobilier de l'ASNR
- **4. Les règlements applicables aux sites de l'ASNR**
- **5. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services ([CCAG-FCS](#)), approuvé par arrêté du 30 mars 2021**
- **6. L'offre technique du Titulaire ou tout autre document qui en tient lieu**
- **7. L'acte de sous-traitance**

## ARTICLE 5 - DUREE

### 5.1 - DUREE

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 24 mois à compter de sa date de notification.

Son début d'exécution est fixé à sa date de notification.

Toutefois, les marchés subséquents notifiés avant la date d'échéance de l'accord-cadre demeurent exécutoires. Leur durée d'exécution ne pourra dépasser six (6) mois après la date d'échéance de l'accord-cadre et dans les conditions fixées au présent CCAP, en fonction de la complexité de l'ensemble des prestations à réaliser ainsi que des contraintes de qualité imposées par l'ASNR.

### 5.2 - RECONDUCTION

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite.

Il est reconductible deux (2) fois pour une durée de douze (12) mois pour chaque période de reconduction.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut pas s'opposer à la reconduction. La décision de non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

La durée maximale de l'accord-cadre, périodes de reconduction comprises, est limitée à quarante-huit (48) mois.

### 5.3 - DELAIS D'EXECUTION

Pour chaque marché subséquent, les délais d'exécution seront précisés dans l'offre du Titulaire ou dans le planning d'exécution.

## ARTICLE 6 - REGLEMENTATION DES PRIX

### 6.1 - FORME DE PRIX

Les prestations relatives au présent accord-cadre sont à prix unitaires dont la répartition est précisée au sein de l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu :

- Sans montant minimum
- **Avec un montant maximum, sur la durée totale, de 2 000 000 € HT.**

L'atteinte du montant maximum entraîne de fait l'expiration du marché.

Le prix des marchés subséquent est forfaitaire.

#### 6.1.1 - Prix de référence

**Les prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires remis par le candidat sont considérés comme des prix « plafonds de prestations » de référence** au regard desquels le Titulaire s'engage à remettre une offre inférieure ou égale à ces prix, pour le chiffrage des prestations forfaitaires des marchés subséquents.

Le bordereau des prix de l'accord-cadre peut être complété en cas de besoin, notamment pour couvrir des prestations connexes aux prestations attendues demandées dans les marchés subséquents. Ces ajouts restent dans l'objet du présent accord-cadre et ne bouleversent pas l'économie du contrat.

#### 6.1.2 - Frais de déplacement et d'hébergement

En cas de déplacement indispensable à l'exécution des prestations (réunion, expertise, etc..) et validé par l'ASNR, les frais de déplacement et d'hébergement seront pris en charge uniquement en cas de distance supérieure à 100 KM entre l'agence du Titulaire (mandataire en cas de groupement) et le lieu d'exécution de la mission aux tarifs indiqués par le soumissionnaire dans le bordereau des prix unitaire remis pour la réponse à la consultation de l'accord-cadre (prix de référence).

### 6.2 - DETERMINATION DU PRIX (DE REGLEMENT)

Le présent marché est conclu à prix définitif.

### 6.3 - CONTENU DES PRIX

L'ensemble des prix est réputé complet : aucun frais auxiliaire ne sera pris en compte. Les frais non inclus au prix de l'accord-cadre doivent figurer dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ou être prévu au sein du présent accord-cadre.

### 6.4 - TYPE DE PRIX

Le présent accord-cadre s'exécute à prix révisable à l'exception des frais de déplacement et d'hébergement qui sont fermes pour la durée totale de l'accord-cadre. La révision sera effectuée après deux années d'exécution, puis annuellement à chaque date anniversaire de sa date de notification.

La révision est réglée par les dispositions suivantes :

La formule utilisée est la suivante :

$$P1 = P0 * (0,30 + 0,70 * CPF1 / CPF0)$$

Avec :

- ✚ P1 : prix après révision ;
- ✚ P0 : prix initial ;
- ✚ CPF1 : dernier indice connu au moment de la demande de révision ;
- ✚ CPF0 : indice du mois de dépôt des offres (Décembre 2025) ;

### Indice(s) utilisé(s) :

L'indice utilisé est : L'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 71.12 – Services d'ingénierie et services de conseil technique connexes et géomètres – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766441

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché (avenant) ne soit nécessaire.

L'indice de révision est arrondi au centième supérieur. Le prix révisé, arrondi au 1/100<sup>ème</sup>, sera ferme pour la nouvelle année d'exécution des prestations.

### Modalités de révision des prix :

La révision est de droit, elle peut intervenir à la demande de l'ASNR ou du Titulaire. La révision ne peut entrer en vigueur qu'après accord écrit de l'ASNR.

Si aucune demande de révision n'a été reçue avant la date anniversaire prévue ci-dessus, les prix demeurent inchangés pour la nouvelle période. Toutefois, une demande de révision peut être formulée après cette date mais n'aura d'effet que pour l'avenir et non rétroactivement à compter de l'accord écrit de l'ASNR.

### 6.5 - CLAUSE BUTOIRE

Clause butoir	
<b>1<sup>ère</sup> révision des prix</b>	Si cette augmentation excède 3% du montant initial du marché, l'ASNR pourra limiter la révision au taux plafond de 3%
<b>2<sup>ème</sup> révision des prix</b>	Si cette augmentation excède 2% du montant initial du marché, l'ASNR pourra limiter la révision au taux plafond de 2% »

### 6.6 - CLAUSE DE PRIX PROMOTIONNELS

Sans objet.

### 6.7 - CLAUSE DE SUIVI EN CAS D'ACCORD-CADRE

Afin d'anticiper toute atteinte du montant maximum, et dans la mesure où la consommation de l'accord-cadre atteint respectivement 65% et 80% du montant maximum, le Titulaire en informe l'Acheteur dans un délai de sept jours après en avoir pris connaissance. L'absence d'information peut entraîner l'application de pénalités.

L'acheteur et le Titulaire sont tenus d'échanger périodiquement sur le suivi des consommations.

## ARTICLE 7 - MODALITES DE REGLEMENT

### 7.1 - FINANCEMENT DU MARCHE

Le financement des prestations exécutées au titre du présent accord-cadre s'effectue en totalité sur le budget de l'ASNR.

### 7.2 - AVANCES

Le Titulaire peut s'opposer au bénéfice de l'avance.

S'entend par prestation considérée, toute prestation entendue comme engagée financièrement de manière ferme à savoir : la tranche forfaitaire ferme, la tranche forfaitaire optionnelle affermie, la période forfaitaire ferme, la période forfaitaire reconduite, le bon de commande émis ou le marché subséquent notifié.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-FCS et dans les conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3, R2191-3 à R2191-6 et R2191-9 à R2191-11 du Code de la commande publique, l'avance est versée pour les prestations considérées, dans les conditions suivantes :

#### Condition de montant

Aucune avance n'est versée si le montant de la prestation considérée est inférieur à 50 000€ HT.

ET

#### Conditions de durée

- **Lorsque la durée de la prestation considérée est inférieure ou égale à deux mois :**

Aucune avance n'est versée

- **Lorsque la durée de la prestation considérée est supérieure à deux mois et inférieure ou égale à douze mois :**

Le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial de la prestation considérée toutes taxes comprises du marché.

- **Lorsque la durée de la prestation considérée est supérieure à douze mois :**

Le montant de l'avance est fixé à 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises de la prestation considérée divisé par sa durée exprimée en mois.

L'avance est versée sous 30 (trente) jours à compter de la notification de la prestation considérée. Ce versement est de droit et ne fait l'objet d'aucune facturation.

Toute avance doit être remboursée à 100% dès lors que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises de la prestation considérée.

Dans le cas où le présent marché est un accord-cadre à bons de commande ou à marchés subséquents, les modalités de remboursement de l'avance peuvent être déterminés dans ces documents

### 7.3 - ACOMPTES

Le présent marché donne droit au paiement d'acomptes dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et R2191-20 à R2191-23 du Code de la commande publique.

### 7.4 - RETENUE DE GARANTIE, GARANTIE A PREMIERE DEMANDE OU CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE

Si le montant de l'avance d'une prestation considérée est supérieur à 100 000€ TTC, il est appliqué dans les conditions des articles R2191-36 à R2191-44 une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire d'un taux fixé à 5% du montant de la période considérée augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution. Ce taux est porté à 3% pour les PME.

L'objet de cette garantie de substitution est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

La garantie de substitution est établie selon un modèle fixé par un arrêté du ministre chargé de l'économie figurant en annexe du présent code.

## 7.5 - ECHEANCIER DE PAIEMENT

Les paiements sont réalisés en euros selon les règles de la comptabilité publique, à terme échu, par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire.

L'échéancier de paiement sera indiqué dans chaque marché subséquent.

## 7.6 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures sont obligatoirement à transmettre de manière dématérialisée. L'ASNR sera en droit de rejeter toute facture reçue par la poste ou par tout autre moyen que la solution Chorus Portail Pro (CPP).

CPP est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour déclarer les factures en ligne :

Après s'être enregistré sur CPP, avec son numéro de SIRET, le Titulaire pourra déclarer les factures en identifiant le client ASNR par son SIRET (SIRET ASNR : 130 001 803 00035) et par le numéro d'engagement correspondant au numéro du marché ASNR qui sera communiqué au Titulaire sous le format suivant « **n° de contrat 50000XXX et/ou n° commande 3X00XXXX et/ou le numéro de l'ordre de service commençant par 34000XXXX** », en **page de garde de l'acte d'engagement**.

La demande de paiement comprend l'ensemble des éléments prévus à l'article 11.3 du CCAG-FCS en vigueur à la date de conclusion du marché.

Toute facture non conforme sera renvoyée à l'émetteur. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

## 7.7 - CESSION DE CREANCE

En cas de cession de créance par le Titulaire, et par le biais d'un certificat de cessibilité, la cession ne sera opposable que si elle est notifiée au Service des Achats de l'ASNR (ASNR – Direction des Affaires financières – Service des Achats - BP N°17 - 92262 – Fontenay-aux-Roses Cedex). Aux termes de l'article 37 du décret N°2012-1246 du 7 novembre 2013 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, « toutes oppositions ou autres significations ayant pour objet d'empêcher un paiement doivent être faites entre les mains du comptable public assignataire de la dépense ».

## 7.8 - DELAI DE PAIEMENT

### 7.8.1 - Point de départ du délai global de paiement

Le délai maximal de paiement est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'ASNR, dès lors que celle-ci répond aux stipulations du présent marché, ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

### 7.8.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires

En application de l'article L2192-12 et L2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1<sup>er</sup> sur la base provisoire des sommes admises par l'ASNR. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence. Par ailleurs, dans pareil cas de figure, en application de la loi du 28 janvier 2013 et du décret du 29 mars 2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (montant fixé à 40€) sera due de plein droit et sans autre formalité (c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander) à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## ARTICLE 8 - ORGANISATION DE L'ACHAT

### 8.1 - MARCHES COMPLEMENTAIRE

L'ASNR se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet des prestations complémentaires exécutées par le Titulaire du marché au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

### 8.2 - EMPLOI DE TRAVAILLEURS HANDICAPES

Le présent accord-cadre **ne relève pas de la catégorie des marchés réservés** aux opérateurs économiques employant des travailleurs handicapés et défavorisés mentionnés à l'article L. 5213-13 du Code du travail et aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) mentionné à l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes.

## ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE

### 9.1 - OBLIGATIONS GENERALES

#### 9.1.1 - Obligations de résultats

Au titre du présent paragraphe, le Titulaire s'engage à atteindre les résultats et niveaux de qualités définis au présent marché.

Le Titulaire s'engage à donner aux représentants de l'ASNR dûment mandatés par celui-ci, toutes les facilités pour suivre sur place l'exécution des opérations.

#### 9.1.2 - Obligation d'information du Titulaire

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandations vis-à-vis de l'ASNR. Le Titulaire reconnaît ainsi être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'ASNR pour toute question touchant directement ou indirectement la réalisation des prestations.

#### 9.1.3 - Obligation de continuité des prestations

En cas d'indisponibilité pour quelque raison que ce soit telle que maladie, démission, congés de l'un quelconque des membres du personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

#### 9.1.4 - Obligation de confidentialité et respect du secret des affaires

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le Titulaire de l'accord-cadre est astreint à une obligation particulière de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'ASNR, pour toutes les opérations qui lui sont confiées.

Sauf autorisation expresse de l'ASNR, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du Titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

### 9.2 - OBLIGATIONS PARTICULIERES

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'ASNR la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre. Dès lors que ce personnel est amené à avoir accès au système d'information de l'ASNR ou qu'il entre physiquement sur les sites ASNR de Montrouge, Vésinet, Cadarache, Saclay ou Fontenay-aux-Roses, il doit faire l'objet d'un retour favorable suite à une enquête administrative prévue aux articles R.114-1 à R. 114-5 du Code de la Sécurité Intérieure. Le titulaire doit intégrer le fait que le délai de retour de ces enquêtes administratives va d'une semaine (dans 95% des cas) à plusieurs semaines. En conséquence, le nombre de personnel présenté pour l'enquête doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'agents dispose d'un retour favorable afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Il est rappelé que les obligations de confidentialité associées au présent contrat doivent être connues de tous les intervenants du contrat. Le titulaire fait émarger ses intervenants à titre individuel d'un engagement de respect desdites obligations. Le cas échéant, l'ASNR pourra demander de voir la feuille d'émargement et pourra procéder auprès des personnels du Titulaire à une séance explicative des obligations de confidentialité associées au présent contrat.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout agent qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

L'ASNR pourra s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs agents ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que la responsabilité de l'ASNR puisse être engagée de ce fait.

### 9.3 - LIEU(X) D'EXECUTION

L'accord-cadre s'exécute dans les lieux suivants dont les coordonnées et accès sont précisés en annexe au présent CCAP.

- ☐ Dans les locaux du Titulaire étant entendu que le Titulaire se rend, en tant que de besoin, dans les locaux de l'ASNR
- ☐ Montrouge, siège social de l'ASNR (92)
- ☐ Fontenay aux Roses (92)
- ☐ Cadarache (13)
- ☐ Cherbourg-Octeville (50)
- ☐ Le Vésinet (78)
- ☐ Orsay (91)
- ☐ Saclay (91)
- ☐ Les Angles – Avignon (70)
- ☐ Tournemire
- ☐ Les divisions territoriales de l'ASNR

Au titre de sa présence dans les locaux de l'ASNR, le personnel du Titulaire affecté aux prestations, objet du présent marché, sera tenu de respecter :

- l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires selon le code du travail fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- les règlements intérieurs en vigueur pour l'installation, qui en fait partie intégrante.

L'ASNR se réserve le droit de s'assurer à tout moment, du respect par le personnel du Titulaire, des lois et règlements en vigueur.

En cas de manquement à ces obligations, notification en sera faite par l'ASNR au responsable local du Titulaire qui devra prendre toute mesure pour faire cesser le trouble sans délai. L'ASNR pourra interdire l'accès des locaux au personnel défaillant. Toutefois, en cas d'urgence dûment justifiée ou dûment démontrée, cette exclusion pourra être immédiate.

#### **Droit de contrôle de la réalisation des prestations**

L'ASNR peut suivre sur place le déroulement des prestations sur leur lieu d'exécution avec un accès réservé aux seuls représentants de l'ASNR.

Les personnes qu'il désigne à cet effet ont libre accès aux seules zones concernées par l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, dans le respect des consignes de sécurité prévues pour le site. Elles sont tenues aux obligations de confidentialité prévues au sein du présent document.

L'ASNR peut exercer un droit de contrôle en cours d'exécution de l'accord-cadre. Si le Titulaire entrave l'exercice de ce droit de contrôle, il encourt les sanctions prévues à l'article Résiliation.

### 9.4 - REMISE DES DOCUMENTS ET LIVRABLES

Chaque marché subséquent se soldera par la remise d'un ou plusieurs document(s) ou note(s) de synthèse (le livrable) qui peut éventuellement faire l'objet d'un terme de facturation. Suivant les missions, la nature des livrables pourra être :

- Rapport
- Plans
- note d'analyse,
- note technique,
- note de vérification,
- note de fonctionnement,
- constat de suivi,
- constat de contrôle,
- PV d'avancement listant les livrables acceptés,
- note de calcul,
- ect.....

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations définies aux marchés subséquents et à remettre l'ensemble des livrables attendus listés dans le descriptif de la mission à réaliser, et ce dans les délais impartis.

Les commentaires de l'ASNR portant sur les livrables du Titulaire seront transmis dans les délais fixés aux marchés subséquents. Le Titulaire devra alors les reprendre en y intégrant les remarques de L'ASNR et proposer de nouveau ces documents pour une nouvelle vérification (même délai de relecture) et ce jusqu'à approbation finale par l'ASNR.

Si besoin, les notes citées ci-dessus feront l'objet de plusieurs « aller-retour » entre les deux Parties jusqu'à atteindre les exigences de l'ASNR suivants les critères d'acceptation ci-dessous:

- la conformité par rapport aux exigences du cahier des charges du projet considéré,
- la conformité par rapport au planning,
- la conformité des missions et /ou des documents fournis par rapport au besoin exprimé.

Tous les documents évolutifs seront caractérisés par un indice de révision et font l'objet d'un cartouche dûment rempli retraçant les étapes de création et validation interne du Titulaire.

Tous les dossiers remis par le Titulaire seront réalisés en langue française sur les supports informatiques compatibles avec les logiciels dont dispose l'ASNR.

Les documents remis au Titulaire par l'ASNR seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché ou en cas de dénonciation de celui-ci.

Ces dossiers seront la propriété de l'ASNR. Aucune disposition de l'accord-cadre ou du marché subséquent ne saura être interprétée comme donnant au Titulaire un quelconque droit à une licence ou tout autre droit lié à un brevet, une technologie ou un savoir-faire, quels qu'ils soient, détenus par l'ASNR.

## **9.5 - MISE EN ŒUVRE DES MARCHES SUBSEQUENTS.**

### **9.5.1 - Modalités de consultation des Titulaires lors des remises en concurrence**

Chaque fois que l'ASNR souhaite avoir recours à une ou plusieurs des prestations d'ingénierie listées dans le cahier des charges, elle procède à une consultation des titulaires de l'accord-cadre via la plateforme de dématérialisation PLACE.

Pour cette procédure de mise en concurrence, l'ASNR adressera à tous les titulaires de l'accord-cadre, une demande pouvant être composée:

- d'une lettre de consultation précisant la date limite des offres, le contenu attendu de l'offre, les critères d'analyse et leur pondération,
- d'une spécification technique du besoin à satisfaire ou de la mission à réaliser,
- d'un projet de marché subséquent valant acte d'engagement et CCAP,
- d'un cadre de mémoire technique à compléter,
- d'un cadre de prix à compléter,

Les éléments de la mise en concurrence sont envoyés simultanément à chaque titulaire via la plateforme de dématérialisation PLACE.

### **9.5.2 - Modalités de réponses**

Le Titulaire transmet via la plateforme de dématérialisation PLACE à l'ASNR, sa proposition technique et financière établie sur la base des tarifs indiqués dans le bordereau des prix unitaires (unités d'œuvre plafonds) remis de sa réponse à l'accord-cadre et figurant en annexe 1 de l'acte d'engagement.

Les prix pour chaque marché subséquent comprennent tous les frais nécessaires à la réalisation de la prestation, les taxes fiscales et parafiscales, les frais de déplacement et d'hébergement éventuels.

L'offre remise peut intégrer des prix non mentionnés dans le BPU uniquement s'ils sont nécessaires à la réalisation de la prestation demandée. Cette intégration devra rester dans l'objet de l'accord-cadre et correspondre au besoin exprimé. Ces nouveaux prix peuvent être dus, notamment, à des prestations (non prévues au bordereau des prix unitaires. Ces prix complémentaires ne nécessiteront pas d'établissement d'un avenant au marché.

### **9.5.3 - Critères de sélection du Titulaire du (ou des) marché(s) subséquent(s)**

L'attribution du marché subséquent est proposée à l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères financiers et techniques pondérés définis ci-dessous:

- Critère financier pondéré entre 30 et 60%
- Critère technique pondéré entre 40 à 70%, réparti entre plusieurs sous critères tels que par exemple :
  - o Organisation et méthodologie d'exécution proposée,
  - o Compétences et moyens en personnel mobilisable,
  - o Délais d'exécution des prestations avec production d'un calendrier prévisionnel d'exécution ;
  - o Description et modèles des livrables proposés,

L'ASNR maintient à tout moment de la procédure une stricte confidentialité entre les offres des différents Titulaires.

### **9.5.4 - Négociation des offres remises dans le cadre d'une remise en concurrence**

Vu la procédure de consultation de l'accord-cadre (Appel d'offres ouvert), il n'y aura pas de phase de négociation lors de l'attribution des marchés subséquents.

### **9.5.5 - Résultat et suite d'une remise en concurrence**

A l'issue de chaque remise en concurrence, un marché subséquent est attribué au titulaire de l'accord-cadre ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères pondérés d'analyse des offres appliqués par l'ASNR.

Chaque marché subséquent est signé par le Titulaire et l'ASNR puis transmis pour notification via la plateforme de dématérialisation PLACE. Le titulaire, s'engage à consulter régulièrement les mails reçus à l'adresse indiquée, et devra accuser réception de la notification du marché subséquent.

En l'absence de cet accusé de réception, c'est la date d'envoi du mail au titulaire qui tient lieu de date de notification du marché subséquent.

Chaque marché subséquent fait apparaître les éléments suivants :

- La référence de l'accord-cadre,
- Les références de la proposition du titulaire,
- La désignation de la prestation à exécuter,
- Le délai d'exécution,
- Le montant global forfaitaire et ferme du marché.

Toute modification en cours d'exécution des prestations contenues dans un marché subséquent est subordonnée à l'autorisation de l'ASNR et formalisée par avenant.

Aucune prestation ne doit se faire sans qu'un marché subséquent n'ait été préalablement notifié au titulaire.

Les titulaires de l'accord-cadre non retenus à l'issue de la consultation sont informés par écrit par l'ASNR.

L'ASNR se réserve également le droit de ne pas donner suite à une consultation, sans que les attributaires de l'accord-cadre ne puissent prétendre à un quelconque dédommagement.

Dans le cadre d'une consultation pour attribuer un marché subséquent si aucune offre n'est parvenue à l'ASNR dans les délais fixés ou si aucune offre ne couvre les besoins indiqués par l'ASNR dans la lettre de consultation, l'ASNR est libre de recourir à la procédure de son choix, hors des dispositions prévues par le présent accord-cadre, pour attribuer le marché correspondant, sans que les titulaires du présent accord-cadre ne puissent prétendre à un quelconque dédommagement.

#### **9.5.6 - Exception au principe de remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre**

L'attribution de certains marchés subséquents ne donne pas nécessairement lieu à remise en concurrence lorsqu'il apparaît à l'ASNR que, pour des raisons techniques ces marchés ne peuvent plus être confiés qu'à un opérateur économique déterminé.

### **9.6 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **9.6.1 - Moyen mis en œuvre pour la réalisation des prestations**

##### **9.61.1 - Obligations générales**

Les prestations confiées au(x) titulaire(s) doivent être exécutées sous le contrôle et la responsabilité de son encadrement. A cet effet, il nomme un responsable technique qui sera l'interlocuteur unique de l'ASNR.

Le Titulaire s'engage à affecter le personnel et le matériel nécessaires tant en nombre qu'en qualification pour effectuer les prestations qui lui seront confiées au titre des marchés subséquents.

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'ASNR pour toute question touchant directement ou indirectement la réalisation des prestations.

##### **9.61.2 - Personnel affecté à la réalisation des prestations**

Le Titulaire est le seul responsable des moyens mis en œuvre et met en place le personnel nécessaire dont il assure seul l'encadrement et la direction. Il s'oblige par ailleurs à disposer en permanence et pendant toute la durée du marché subséquent d'un personnel compétent et suffisant pour assurer la prestation et se conformer aux résultats attendus par l'ASNR.

Le Titulaire recrute, rémunère, emploie, forme et dirige sous sa seule responsabilité le personnel nécessaire à l'exécution des prestations. Il conserve en tout état de cause la qualité d'employeur des personnes affectées à la prestation effectuée dans les locaux de l'ASNR. Il fait sien les problèmes d'horaires et d'effectifs pour l'observation de la législation relative notamment à la durée du travail, aux repos hebdomadaires ou autres. Le titulaire fait assurer par son personnel le respect strict de l'ensemble des conditions et obligations décrites aux présentes ainsi que le règlement intérieur de chaque site et toute règle de sécurité et de contrôle en vigueur sur les sites. En aucun cas et quelle que soit la durée des prestations, le personnel du Titulaire ne peut être assimilé juridiquement au personnel salarié de l'ASNR ou à un personnel intérimaire mis à sa disposition.

Le Titulaire certifie sur l'honneur que les prestations sont réalisées par des salariés employés régulièrement au regard de la réglementation en vigueur et du Code du Travail, et qu'il effectue toutes déclarations sociales ainsi que fiscales lui incombant. Toute déclaration fausse ou mensongère est constitutive d'une faute grave pouvant donner lieu à résiliation conformément à l'article 22.3 du présent cahier des clauses administratives particulières.

Le Titulaire reconnaît être à jour des cotisations imposées par la législation sociale et fiscale.

Le Titulaire s'oblige à mettre à jour les informations fiscales et sociales à notre mandataire « E-attestations », lors des demandes de mises à jour.

Le Titulaire déclare posséder les qualifications, compétences et moyens nécessaires pour exécuter le contrat.

#### **9.6.2 - Moyens mis à la disposition du Titulaire**

Dans le cas où la prestation est exécutée sur un site de l'ASNR, celle-ci peut mettre à la disposition du Titulaire un bureau équipé de mobilier. Les communications téléphoniques vers l'extérieur sont refacturées au Titulaire.

En cas d'exécution des prestations sur un site de l'ASNR, une convention d'hébergement peut être établie et identifie les moyens mis à disposition du Titulaire.

De même, si nécessaire, du matériel informatique (ordinateur de bureau de type PC) peut être mis à disposition du Titulaire pour la durée de la prestation, à titre temporaire et révocable.

Le Titulaire s'engage contractuellement à n'exporter aucun fichier informatique par quelque moyen que ce soit (cédérom, messagerie électronique, clé USB, disque dur externe, ...) du poste fourni par l'ASNR vers un poste lui appartenant sans en avoir obtenu l'autorisation explicite et écrite.

Il appartient au Titulaire de s'assurer du respect des normes de sécurité et de discipline quant à l'utilisation de ce local et de signaler toute anomalie constatée quant à son état et à son équipement.

L'ASNR peut mettre à disposition du Titulaire un ordinateur permettant d'accéder aux outils de bureautique et aux connexions nécessaires à l'exécution des prestations, avec ouverture d'un compte nominatif au nom de l'exécutant des prestations. Le Titulaire doit fournir à l'ASNR tous les renseignements nécessaires à cette ouverture de compte.

Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal, établi contradictoirement et signé par les deux Parties, est réalisé à la prise d'effet et à l'échéance du marché subséquent correspondant. Toute remise à niveau des locaux dégradés par le Titulaire est à sa charge. En outre, le Titulaire supporte les frais de remplacement évalués au prix d'achat des matériels endommagés de son fait

#### **9.6.3 - Réunions techniques**

Les prestations, objet du marché subséquent, sont effectuées en étroite liaison avec les représentants accrédités de l'ASNR.

Les responsables techniques se réunissent à la demande de l'une des parties par échange de correspondances mails, téléphone, etc.

Pour chaque marché subséquent, une réunion d'enclenchement est organisée conformément à l'article 8.3.2 du cahier des charges.

#### **9.6.4 - Remise des livrables**

Se reporter à l'article 9.4 du présent document.

### **9.7 - OPERATIONS DE VERIFICATION ET GARANTIE**

#### **9.7.1 - Nature des opérations**

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre et des marchés subséquents sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du présent accord-cadre et de ses marchés subséquents. Le Titulaire garantit que les prestations sont réalisées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

#### **9.7.2 - Frais de vérification**

Sans objet.

#### **9.7.3 - Déroulement des opérations de vérification**

L'ASNR effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut notifier au Titulaire sur-le-champ sa décision.

Il doit le faire sans délai dans le cas de fournitures rapidement altérables. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Les opérations de vérification autres que celles qui sont mentionnées ci-dessus sont exécutées par l'ASNR, dans les conditions prévues ci-dessous.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze (15) jours. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Pour les vérifications effectuées dans les locaux de l'ASNR ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date de la livraison ou de mise en service, le cas échéant, en ce lieu. Pour les vérifications qui, aux termes du marché, sont effectuées dans les locaux du Titulaire ou dans tout autre lieu désigné par lui, le point de départ du délai est la date à laquelle le Titulaire signale que, sous réserve des dispositions du 3 ci-dessous, la totalité des fournitures ou des services est prête à être vérifiée.

Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

## **9.8 - DECISIONS APRES VERIFICATION**

### **9.8.1 - Vérifications quantitatives**

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre et/ou du marché subséquent, l'ASNR peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le Titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

### **9.8.2 - Vérifications qualitatives**

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'ASNR prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues ci-dessous

### **9.8.3 - Admission, ajournement, réfaction et rejet**

#### **Admission :**

L'ASNR prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre et/ou du marché subséquent. L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

#### **Ajournement :**

L'ASNR, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau à l'ASNR les prestations mises au point, dans un délai de quinze (15) jours maximum.

Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du Titulaire ou du silence gardé par lui durant ce délai, l'ASNR a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux 3 et 4 du présent article, dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du Titulaire ou de l'expiration du délai de dix (10) jours ci-dessus mentionné.

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS, le silence de l'ASNR au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut admission des prestations.

Si le Titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'ASNR dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le Titulaire.

#### **Réfaction :**

Lorsque l'ASNR estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre et/ou du marché subséquent, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

#### **Rejet :**

Lorsque l'ASNR estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée.

En cas de rejet, le Titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre et/ou le marché subséquent à ses frais.

### **9.9 - TRANSFERT DE PROPRIETE**

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des prestations à l'ASNR est postérieure à leur admission, le Titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

### **9.10 - INTERLOCUTEURS ET LEUR REMPLACEMENT**

Lorsque l'interlocuteur présenté au sein de l'acte d'engagement ou les intervenants présentés au sein de l'offre du Titulaire ne participent plus à l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit assurer son remplacement sous réserve de l'acceptation par l'acheteur. Les remplacements proposés doivent garantir les mêmes niveaux en qualité et en compétences.

### **9.11 - POSSIBILITES DE RECOURIR A UN AUTRE OPERATEUR ECONOMIQUE QUE LE TITULAIRE DU MARCHE**

#### **9.11.1 - En cas de défaillance du Titulaire**

En cas de manquement grave du Titulaire dans l'exécution de l'accord-cadre et/ou du marché subséquent, l'ASNR se réserve la possibilité de réaliser un marché de substitution avec un autre opérateur économique aux frais et risques du Titulaire.

En cas de constat d'un tel manquement, l'ASNR mettra en demeure le Titulaire de se conformer à ses obligations contractuelles et, le cas échéant, de sa volonté de résilier l'accord-cadre et/ou le marché subséquent, et/ou de s'engager avec un autre opérateur économique sur le périmètre duquel les prestations ne sont ou ne peuvent plus être assurées. Le Titulaire aura dix (10) jours pour présenter ses observations.

A l'expiration de ces dix (10) jours calendaires, et dans le cas où la mise en demeure est restée sans effet, un marché de substitution pourra être conclu avec un nouvel opérateur économique. Ce marché sera notifié au Titulaire fautif.

Les conséquences onéreuses de la résiliation du marché subséquent et/ou de la réalisation du marché de substitution seront supportées par le Titulaire fautif.

#### 9.11.2 - Dérogations au principe d'exclusivité

Aucun opérateur économique supplémentaire ne peut adhérer au présent accord-cadre et seuls les Titulaires peuvent se voir attribuer des marchés subséquents..

L'exclusivité est en principe garantie au(x) Titulaire(s) de l'accord-cadre. En dehors de l'hypothèse d'une défaillance du Titulaire, l'ASNR se réserve toutefois, sans priver le Titulaire de l'exécution des prestations raisonnablement attendues au vu de l'estimation de l'accord-cadre, de pouvoir recourir à un tiers pour les prestations prévues à l'accord-cadre lorsqu'il apparaît que pour des raisons techniques ces prestations ne peuvent être confiées qu'à un opérateur économique déterminé.

## ARTICLE 10 - ASSURANCE DE LA QUALITE

Le Titulaire doit remettre au moment de la réunion de lancement un Plan de Management Par la Qualité (« PMPQ ») ou tout autre document qui en tient lieu relatif à la réalisation des prestations du présent accord-cadre.

Le PMPQ ou tout document équivalent est soumis à l'acceptation préalable de l'ASNR.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, l'ASNR pourra procéder à un contrôle des conditions d'exécution des prestations, et de manière générale, du respect des obligations à la charge du Titulaire. Dans le cadre d'un audit, l'ASNR devra informer le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis minimum de dix (10) jours ouvrés. Si l'ASNR ne procède pas lui-même à l'audit, il mandatera un tiers indépendant qui sera non concurrent du Titulaire sur les prestations objet du présent accord et qui devra signer un engagement de confidentialité.

Durant l'audit, le Titulaire s'engage à collaborer en toute bonne foi avec l'ASNR ou son représentant et à lui faciliter son audit en lui procurant toutes les informations nécessaires et en répondant à ses demandes afférentes à l'audit. L'ASNR s'engage à conduire l'audit en veillant à désorganiser au minimum l'exécution des prestations du Titulaire.

A l'issue de l'audit, un exemplaire du rapport d'audit sera remis à chaque partie, qui le conservera strictement confidentiel. Dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de sa remise, les parties examineront de bonne foi ensemble, avec si nécessaire la présence des auditeurs, le rapport d'audit. Le cas échéant, ils identifieront les actions à engager par l'une ou l'autre des parties pour garantir la bonne exécution des prestations selon les niveaux de service contractuels.

Le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir de la réalisation de l'audit pour diminuer sa responsabilité sur ses obligations contractuelles et l'exécution des prestations préalables à l'audit, en cours ou planifiées. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent marché pourra être résilié de plein droit, sans aucune indemnité, aux torts du Titulaire.

## ARTICLE 11 - SOUS-TRAITANCE

### CONDITIONS DE SOUS-TRAITANCE

L'ASNR autorise le Titulaire à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants, et de l'agrément de leurs conditions de paiements par l'ASNR.

La sous-traitance est limitée à un rang.

Le défaut de déclaration de sous-traitance est sanctionné par les dispositions définies par l'article « Pénalités » et « résiliation » du présent document.

#### 11.1 - ACCEPTATION DE SOUS-TRAITANCE

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire du contrat doit joindre à la demande d'acceptation de sous-traitance les documents suivants :

- Les attestations de déclaration et de paiement des impôts, taxes et cotisations sociales permettant de justifier la situation du sous-traitant au 31 décembre de l'année précédant la demande d'acceptation,
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du code du travail,
- Une déclaration du sous-traitant attestant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction visée à l'article 50 de la loi n°52-401 du 14 avril 1952 modifiée par l'article 56 de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978, ou d'une interdiction équivalente prononcée dans un autre pays,
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ou une justification de l'inscription au répertoire des métiers,
- Une attestation d'assurance de responsabilité civile, et le cas échéant une attestation d'assurance « responsabilité décennale »,
- Une copie du projet de contrat de sous-traitance.

Le Titulaire doit présenter les demandes d'acceptation des sous-traitants potentiels dans un délai suffisant, au minimum de trois semaines pour en permettre l'instruction avant tout commencement des prestations sous-traitées. Eu égard au respect des délais contractuels, le Titulaire ne peut se prévaloir des délais d'instruction d'une demande ou du refus d'acceptation d'un sous-traitant par l'ASNR, pour justifier d'un retard dans l'exécution de ses prestations

#### 11.2 - CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

Le titulaire doit respecter dans les contrats avec les sous-traitants, l'ensemble des obligations et des spécifications du contrat relatives aux prestations sous-traitées.

## **ARTICLE 12 - CLAUSES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DURABLE**

### **12.1 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le présent marché ne présente pas de clause environnementale..

### **12.2 - CLAUSE RELATIVE A L'INSERTION SOCIALE**

Le présent marché ne présente pas de clause d'insertion sociale.

Le titulaire s'attèlera toutefois à proposer des collaborateurs en situations de handicap dans la mesure du possible.

### **12.3 - CLAUSE RELATIVE A LA PROTECTION DU SECRET**

Le marché est un marché de niveau non classifié au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale.

## ARTICLE 13 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de traitement de données à caractère personnel dans le cadre du présent contrat, les Parties s'engagent à respecter les obligations leur incombant en application de la réglementation en vigueur et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Chaque Partie est responsable des Traitements qu'elle met en œuvre seule.

Les Parties définissent, le cas échéant, de manière transparente leurs obligations respectives aux fins d'assurer le respect des exigences du RGPD.

Et si le Titulaire en détient à titre exceptionnel, ces données personnelles seront fournies à l'ASNR et supprimées si nécessaires à l'issue du contrat.

Les conditions relatives au traitement de données sont précisées en annexe du présent document.

## ARTICLE 14 - PIÈCES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Le Titulaire s'engage à fournir :

- chaque année, une attestation de police d'assurance de responsabilité pour les risques pertinents ;
- tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'ASNR, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article « [Résiliation](#) » au sein du présent document.

## ARTICLE 15 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

### 15.1 - DEFINITION DES TERMES PROPRES A LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les « **résultats** » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que, notamment, les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du [code de la propriété intellectuelle](#), et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

Le « **savoir-faire** » : est un ensemble d'informations pratiques non brevetées, résultant de l'expérience et testées, qui est :

- 1° Secret, c'est-à-dire qu'il n'est pas généralement connu ou facilement accessible ;
- 2° Substantiel, c'est-à-dire important et utile pour la production des résultats ;
- 3° Identifié, c'est-à-dire décrit d'une façon suffisamment complète pour permettre de vérifier qu'il remplit les conditions de secret et de substantialité.

Les « **connaissances antérieures** » : désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché, tels que notamment les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins et modèles, les inventions brevetables ou non au sens du [code de la propriété intellectuelle](#), et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes et qui appartiennent, au jour de la notification du marché, au Titulaire du marché ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence. Les connaissances antérieures sont identifiées dans les documents particuliers du marché.

Les « **tiers désignés dans le marché** » : désignent les personnes désignées dans les documents particuliers du marché qui bénéficient des mêmes droits et qui sont soumises aux mêmes obligations que l'ASNR pour l'utilisation des résultats.

### 15.2 - REGIME DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est choisi d'appliquer le régime de propriété intellectuelle prévu par le CCAG.

## ARTICLE 16 - MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

### 16.1 - CLAUSES DE REEXAMEN

En application du 1° de l'article L2194-1 et du R2194-1 du Code de la commande publique, l'ASNR se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- *En application des dispositions de l'article 25 du CCAG - FCS*

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée par l'ASNR ou par le Titulaire, sur demande justifiée, par voie d'actes de modification du marché (avenants) afin de déterminer notamment les surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations et des conséquences liées, le cas échéant, à la prolongation des délais d'exécution du marché.

### 16.2 - CHANGEMENT LIÉ AU STATUT DU TITULAIRE

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à l'ASNR dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du K-bis mentionnant ce changement.

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par l'ASNR.

### 16.3 - CHANGEMENT DE PERSONNALITE MORALE DU TITULAIRE EN COURS D'EXECUTION

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir l'ASNR, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

L'ASNR vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ses capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités techniques et financières suffisantes, un avenant de transfert établi par l'ASNR est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'ASNR peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

## ARTICLE 17 - ASSURANCES

Le Titulaire contracte les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ASNR et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et, par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, aux champs suivants :

Pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

Pour les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

Pour les vols et détérioration du matériel de l'ASNR dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le Titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'ASNR, les agents de l'ASNR, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au sein du présent marché. La responsabilité du Titulaire en cas de dommages directs précités est limitée au montant maximum du marché précisé en l'article 6 ou, dans le cas d'un marché ordinaire au montant figurant dans l'offre du Titulaire.

Le Titulaire renonce à tout recours contre l'ASNR pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s'engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l'ASNR.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'ASNR et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## ARTICLE 18 - NANTISSEMENT

L'accord-cadre peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

## ARTICLE 19 - RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

## ARTICLE 20 - PENALITES

### 20.1 - DETERMINATION DES PENALITES

#### 20.1.1 - Pénalité de retard

En cas de retard dans le délai de remise de l'un des livrables mentionnés dans le marché subséquent, le titulaire subira une pénalité 150 euros par jour calendaire de retard.

Ces pénalités s'appliquent également lorsque le titulaire devra reprendre ses documents à la demande du représentant du maître d'ouvrage.

#### 20.1.2 - Pénalités pour absence à une réunion

En cas d'absence ou retard de plus de 30 minutes non excusés à une réunion à laquelle la présence du titulaire est exigée, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de 150 euros.

#### 20.1.3 - Pénalités pour non remise du contrat de sous-traitance

La non-remise du contrat de sous-traitance par le Titulaire à l'ASNR voit s'appliquer une pénalité de 1500 par jour calendaire de retard.

#### 20.1.4 - Pénalités pour absence de suivi de l'atteinte du montant maximum du marché

L'acheteur peut appliquer une pénalité forfaitaire de 1500 euros dès lors que le Titulaire méconnaît son obligation d'information au titre de l'absence de suivi sur l'atteinte du montant maximum de l'accord-cadre.

### 20.2 - CUMUL DES PENALITES

Les pénalités mentionnées ci-dessus sont cumulables dans les limites du plafonnement déterminé ci-dessous.

### 20.3 - PLAFONNEMENT DES PENALITES

Les pénalités indiquées ci-dessus sont cumulables .

Pour chaque facture portant sur des prestations sujettes à pénalités, le montant total toute pénalité confondue est plafonné à un maximum de 15% du montant de référence des prestations objet du manquement.

### 20.4 - PLANCHER DES PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est pas appliqué d'exonération toute pénalité confondue en-dessous d'un montant de 1000€ sur l'ensemble de l'accord-cadre et/ou du marché subséquent.

### 20.5 - FACTURATION DES PENALITES

Les pénalités seront facturées par l'ASNR au Titulaire.

### 20.6 - CARACTERES DES PENALITES

Les pénalités appliquées au Titulaire :

- Sont applicables seulement sur les montants fermes de l'accord-cadre et/ou d(tranches fermes, périodes initiales ou reconduites, bons de commandes notifiés)
- Ont un caractère non libératoire. Leur application ne prive pas l'ASNR de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé à l'ASNR ;
- Doivent être calculés en jours calendaires.

## ARTICLE 21 - PRIME D'AVANCE

Le Titulaire ne bénéficie pas d'une prime d'avance.

## ARTICLE 22 - RESILIATIONS

### 22.1 - GENERALITES

Pour toute mise en œuvre d'une résiliation par l'ASNR au titre du présent accord-cadre, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'ASNR informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire. La résiliation n'ouvre droit pour le Titulaire à aucune indemnité.

### 22.2 - RESILIATIONS EN CAS D'EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché

### 22.3 - RESILIATIONS EN CAS D'EVENEMENTS LIES AU MARCHE

Sauf indication contraires, les résiliations sont réalisées sans indemnités.

#### En cas de cession du marché

Dans le cas où le marché fait l'objet d'une cession, et que le nouveau cessionnaire de l'accord-cadre ne présente pas les capacités techniques et financières suffisantes, l'ASNR peut prononcer la résiliation de l'accord-cadre sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

#### En cas de faute du Titulaire

L'ASNR se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'article résiliation du CCAG correspondant au marché.

## ARTICLE 23 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend entre les parties, né de l'application du présent accord-cadre, ne peut être invoqué comme motif justifiant l'inexécution d'une obligation.

En cas de survenue d'une difficulté d'exécution, les parties se donnent les moyens de résoudre leur différend à l'amiable.

Si le différend persiste, le litige sera porté au contentieux devant les juridictions administratives. A cette fin, et conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif du lieu d'exécution du présent accord-cadre à savoir le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

## ARTICLE 24 - LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au CCAG-FCS :

L'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS sur la hiérarchie des pièces contractuelles

L'article 7.2 déroge à l'article 11 du CCAG-FCS sur les avances

L'article 9.1.4 du présent CCAP déroge à l'article 5.1 du CCAG-FCS en matière de confidentialité

L'article 9.8.3 du présent CCAP déroge à l'article 30.2.1 du CCAG-FCS en matière d'ajournement de prestations pour le silence de l'ASNR au-delà d'un délai de quinze (15) jours vaut acceptation.

L'article 16 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG-FCS en matière d'extension du champ d'application des assurances obligatoires.

L'article 20.3 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS sur le montant plafond des pénalités de retard

L'article 20.4 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS sur le montant plancher des pénalités de retard

## ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les présentes dispositions interviennent afin que les parties s'engagent à respecter :

- la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ainsi que la directive (UE) 2016/680 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;
- la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 n°17-78 modifiée et la loi du 20 juin 2018 n° 2018-493.

Ces dispositions sont ci-après désignées communément sous l'appellation « Réglementation DCP ».

Les parties sont respectivement désignées :

En qualité de **SOUS TRAITANT**, en ce qui concerne le Titulaire du marché

En qualité de **RESPONSABLE DE TRAITEMENT**, en ce qui concerne l'ASNR.

Le prix indiqué dans le présent contrat intègre l'ensemble des actions à mener par le SOUS TRAITANT y compris toute mesure à prendre dans le cadre de l'application de la réglementation DCP, notamment mais sans s'y limiter, audit, analyses d'impact ou aux droits d'accès et réponses aux questions des personnes concernées.

Les présentes dispositions définissent les conditions dans lesquelles le SOUS-TRAITANT s'engage à effectuer pour le compte du RESPONSABLE DU TRAITEMENT les opérations de traitement de données caractère personnel définies ci-après, dans le respect des dispositions de la Réglementation DCP.

Traitement [XXXX]	Description
<b>Nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel</b>	
<b>Finalité(s) du Traitement des données personnelles</b>	
<b>Types de Données à caractère personnel traitées</b>	<input type="checkbox"/> Nom, prénom <input type="checkbox"/> Sexe <input type="checkbox"/> Date de naissance <input type="checkbox"/> Lieu de naissance <input type="checkbox"/> Situation familiale <input type="checkbox"/> Adresse personnelle <input type="checkbox"/> Adresse email <input type="checkbox"/> Numéro de sécurité sociale <input type="checkbox"/> Numéro carte d'identité <input type="checkbox"/> Numéro de téléphone <input type="checkbox"/> Statut dans l'entreprise <input type="checkbox"/> Lieu de travail <input type="checkbox"/> Données bancaires <input type="checkbox"/> Données de connexion <input type="checkbox"/> Données de localisation <input type="checkbox"/> Autres : [à préciser]
<b>Catégories de Personnes concernées</b>	<input type="checkbox"/> Salariés ASNR <input type="checkbox"/> Autres
<b>Durée du Traitement par le prestataire</b>	
<b>Lieu du Traitement</b>	
<b>Sous-traitant du prestataire intervenant dans le traitement</b>	
<b>Délais prévus pour l'effacement des données</b>	<input type="checkbox"/> Dès la fin du marché <input type="checkbox"/> x mois après la fin du marché

**Le SOUS-TRAITANT s'engage à traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance mais également à :**

- a. Traiter les données conformément aux instructions documentées du RESPONSABLE DU TRAITEMENT. Si le SOUS-TRAITANT considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le RESPONSABLE DU TRAITEMENT. En outre, si le SOUS-TRAITANT est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le RESPONSABLE DU TRAITEMENT de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- b. Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
- c. Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
  - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
  - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- d. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- e. Exercice des droits des personnes
  - Dans la mesure du possible, le SOUS-TRAITANT doit aider le RESPONSABLE DU TRAITEMENT à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Le SOUS-TRAITANT ne pourra exiger aucun paiement pour fournir les informations demandées au titre des articles 13 et 14 du RGPD.
  - Le SOUS-TRAITANT doit répondre, au nom et pour le compte du RESPONSABLE DU TRAITEMENT et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent marché.
- f. Notification des violations de données à caractère personnel
  - Le SOUS-TRAITANT notifie au RESPONSABLE DU TRAITEMENT toute violation de données à caractère personnel le plus tôt possible après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au RESPONSABLE DU TRAITEMENT, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.
- g. Aide du SOUS-TRAITANT dans le cadre du respect par le RESPONSABLE DU TRAITEMENT de ses obligations
  - Le SOUS-TRAITANT aide le RESPONSABLE DU TRAITEMENT pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.
  - Le SOUS-TRAITANT aide le RESPONSABLE DU TRAITEMENT pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.
- h. Sort des données
  - Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le SOUS-TRAITANT s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au RESPONSABLE DU TRAITEMENT.
  - Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du SOUS-TRAITANT. Une fois détruites, le SOUS-TRAITANT doit justifier par écrit de la destruction.
- i. Délégué à la protection des données
  - Le SOUS-TRAITANT communique au RESPONSABLE DU TRAITEMENT le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.
- j. Registre des catégories d'activités de traitement

- Le SOUS-TRAITANT déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du RESPONSABLE DU TRAITEMENT comprenant :
  - Le nom et les coordonnées du RESPONSABLE DU TRAITEMENT pour le compte duquel il agit, des éventuels SOUS-TRAITANTS et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
  - Les catégories de traitements effectués pour le compte du RESPONSABLE DU TRAITEMENT;
  - Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
  - Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
    - i. la pseudonymisation, l'anonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
    - ii. des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
    - iii. des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
    - iv. une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- k. Documentation
  - Le SOUS-TRAITANT met à la disposition du RESPONSABLE DU TRAITEMENT la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le RESPONSABLE DU TRAITEMENT ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

#### **Obligations du responsable du traitement à l'égard du sous-traitant**

Le RESPONSABLE DU TRAITEMENT s'engage à :

- Fournir au SOUS-TRAITANT les données visées au II des présentes clauses ;
  - Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le SOUS-TRAITANT ;
  - Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du SOUS-TRAITANT ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du SOUS-TRAITANT.

L'adresse email du Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ASNR est la suivante : [dpo@asnr.fr](mailto:dpo@asnr.fr)

## ANNEXE N°2 : ACCES, COORDONNEES ET MODALITES DE LIVRAISON SUR LES DIFFERENTS SITES DE L'ASNR

### Montrouge (siège social)

15 rue Louis-Lejeune 92120 Montrouge

ASNR - BP 17 - 92262 Fontenay-aux-Roses cedex

Numéro du standard téléphonique : 01 58 35 88 88

Courriel : [asnr-courrier@asnr.fr](mailto:asnr-courrier@asnr.fr)

## Fontenay-aux-Roses

BP 17

92262 Fontenay-aux-Roses Cedex

31, avenue de la Division Leclerc

92260 Fontenay-aux-Roses

Tél. : 01 58 35 88 88

**> Télécharger le plan d'accès général**

### Accès par le tramway T6

Le siège de Fontenay-aux-Roses est accessible en 7 minutes par la ligne de tramway T6 depuis la station de métro Châtillon-Montrouge (ligne 13).

**> Télécharger le plan d'accès en tramway**

### Accès par d'autres moyens de transport

Le siège est également accessible en voiture et par d'autres modes de transports. Attention, le parking est limité.

**> Télécharger le plan d'accès**

### Dispositions d'accès sur le site

**> Télécharger le guide**

## Informations sur les livraisons sur le site de Fontenay-aux-Roses

CEA Fontenay-aux-Roses

Réception marchandise Bât 40, 8h30 / 16h30

12 Route du Panorama

92265 Fontenay-aux-Roses

**Palette EUR ou EPAL uniquement**

## Cadarache

BP 3

13115 Saint-Paul-Lez-Durance Cedex

**> Télécharger le plan d'accès**

## Informations sur les livraisons sur le site de Cadarache

Livraison à effectuer auprès de la société « MAINCO »

ZI DU CASTELLET

Rue René Pellat

A l'attention de F. COUSIN - BAT. 702

13115 SAINT PAUL LEZ DURANCE

## Le Vésinet

31 rue de l'écluse

BP 40035

78116 Le Vésinet Cedex

Tél. : 01 30 15 52 00

**> Télécharger le plan d'accès**

## Informations sur les livraisons sur le site du Vésinet

CEA/SACLAY – RD 36

Réception Magasin Central

A l'attention de M. Florent DANY

ASNR/PSN-RES/SCA

Bât. 450, p. 5E



**Cherbourg-Octeville**

BP 10

Rue Max Pol Fouchet

50130 Cherbourg-Octeville

Tél. : 02 33 01 41 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

**Orsay**

Bois des Rames (Bât.501)

91400 Orsay

Tél. : 01 69 85 58 40

[> Télécharger le plan d'accès](#)

**Saclay**

BP 68

91192 Gif-sur-Yvette Cedex

Tél. : 01 69 08 60 00

[> Télécharger le plan d'accès](#)

**Tahiti**

BP 182

98725 Vairao

Tahiti, Polynésie Française

Tél. : 00 689 54 60 17

**Villeneuve lez Avignon "Site des Angles"**

550, avenue de la Tramontane

BP 70295

Les Angles 30402 Villeneuve-lez-Avignon Cedex

Tél. : 04 90 26 11 00

[> Télécharger le p](#)